



GROUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES  
INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)  
Septième réunion ordinaire de 2022  
6 décembre 2022  
Réunion virtuelle

OEA/Ser.E  
GRIC/O.7/doc.12/22  
18 avril 2023  
Original: espagnol

## RAPPORT FINAL

La septième réunion ordinaire du GRIC de 2022 s'est tenue en mode virtuel le 6 décembre. Dans le cadre de cette réunion, des représentants de la société civile et des acteurs sociaux ont présenté la phase de suivi et de mise en œuvre du neuvième Sommet des Amériques, le Président du GRIC a présenté le Sommet des villes et a fait part de certaines informations actualisées sur le calendrier provisoire et les procédures de travail pour cette phase.

M. Kevin O'Reilly, coordinateur national des Sommets pour les États-Unis et Président de la réunion du GRIC, a souhaité la bienvenue aux coordinateurs nationaux du processus des Sommets, aux représentants permanents près l'Organisation des États Américains (OEA), aux coordinateurs adjoints, aux représentants des institutions du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC) et aux représentants de la société civile, des jeunes et du secteur privé. La liste des participants a été publiée sous la cote [GRIC/O.7/doc.11/22 rev. 1](#).

### **Allocution d'ouverture par M. Kevin O'Reilly, coordinateur national du processus des Sommets pour les États-Unis**

Le Président de la réunion, M. Kevin O'Reilly, a remercié les participants pour le dévouement, la concentration et l'esprit de collaboration des gouvernements et des parties prenantes au processus des Sommets. Il a souligné que les engagements adoptés lors du neuvième Sommet établissaient des programmes ambitieux pour relever les défis posés au continent.

### **1. Présentation des parties prenantes sur la phase de suivi et de mise en œuvre du neuvième Sommet**

M. Kevin O'Reilly a fait remarquer que l'une des plus grandes richesses du processus des Sommets est l'occasion qu'il offre de réunir les gouvernements, la société civile, les jeunes, le secteur privé et d'autres acteurs. Il a ensuite souhaité la bienvenue aux représentants et a expliqué qu'il était impatient d'entendre leurs recommandations et leurs commentaires sur la manière de poursuivre un dialogue productif et de faire avancer les engagements adoptés en juin.

Douze représentants ont pris la parole : 4 du Young Americas Business Trust (YABT), qui ont présenté le premier rapport sur les contributions des jeunes des Amériques, publié sous la cote [GRIC/O.7/INF.2/23](#), 4 personnes du Forum des citoyens des Amériques (FCA) et 4 personnes du Dialogue des chefs d'entreprise des Amériques (ABD). Les interventions des représentants de la société civile et des acteurs sociaux sont disponibles en [vidéo](#).

### **Interventions des représentants du YABT**

L'exposé de M. Juan Carlos España a été publié sous la cote [GRIC/O.7/INF.3/23](#).

L'exposé de M<sup>me</sup> Rocío Collantes a été publié sous la cote [GRIC/O.7/INF.4/23](#).

L'exposé de M. Carlos Alberto González a été publié sous la cote [GRIC/O.7/INF.5/23](#).

L'exposé de M<sup>me</sup> Raphaella Costa a été publié sous la cote [GRIC/O.7/INF.6/23](#).

### **Interventions des représentants du FCA**

L'exposé de M. Romel González, dirigeant autochtone du FCA, a été publié sous la cote [GRIC/O.7/INF.7/23](#).

L'exposé de M<sup>me</sup> Natasha Jiménez, représentante LGBTIQ du FCA, a été publié sous la cote [GRIC/O.7/INF.8/23](#).

M. Marcos Urupá, représentant du comité exécutif du FCA, a abordé la question de la transformation numérique et a fait valoir que la pandémie avait accéléré ce processus d'au moins cinq ans. Dans le même temps, il a souligné que ces événements mettaient en évidence la fracture numérique existante et la nécessité d'y remédier, en particulier dans un contexte de pauvreté croissante. Il a indiqué que 244 millions de Latino-Américains n'ont pas accès aux services internet, tout en soulignant les différences de niveaux d'accès entre les zones rurales et urbaines. À cet égard, il a rappelé la nécessité de promouvoir l'inclusion dans la transformation numérique.

L'exposé de M<sup>me</sup> Patricia Gálvez, experte en questions de genre du FCA, a été publié sous la cote [GRIC/O.7/INF.9/23](#).

### **Interventions des représentants de l'ABD**

M<sup>me</sup> Patricia Uribe, directrice des affaires gouvernementales chez PepsiCo et présidente du groupe de travail ABD sur l'alimentation et l'agroalimentaire, a souligné les recommandations concernant la promotion de l'agriculture régénératrice et sa contribution à la sécurité alimentaire et à la lutte contre le changement climatique. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, elle a rappelé aux gouvernements les efforts déployés pour inclure ce concept dans le Sommet, tout en soulignant son importance dans le contexte actuel. Elle a également fait valoir que la participation des différents acteurs aux groupes techniques *ad hoc* apporterait de nouvelles visions, qui enrichiraient le processus. Enfin, elle a invité les gouvernements et la société civile à examiner les recommandations de l'ABD.

M<sup>me</sup> Patty Wu, vice-présidente de Crowell & Morning International et présidente du groupe de travail ABD sur la santé, s'est félicitée que le document mentionne que le plan serait élaboré en consultation avec le secteur privé. À cet égard, elle a réitéré son engagement en faveur de son développement et s'est réjouie d'avance de recevoir de plus amples détails sur le format des consultations à mener. Elle a évoqué les avantages de la santé numérique dans le contexte de la pandémie et a abordé un certain nombre de recommandations complémentaires élaborées par le secteur privé, qui seront mises à la disposition des gouvernements, en particulier pour la création d'une

nomenclature commune. Enfin, elle a salué les initiatives annoncées par les États-Unis à Los Angeles sur ce sujet.

M<sup>me</sup> Paola Buendía, vice-présidente exécutive d'ANDI, dont l'association coordonne le groupe logistique et infrastructures, a souligné la nécessité de promouvoir les partenariats publics-privés. Elle a évoqué les recommandations relatives à la logistique et au renforcement des chaînes d'approvisionnement. Elle a également souligné l'importance de faciliter le commerce intrarégional et d'encourager une culture de l'exportation, y compris pour les petites entreprises.

Enfin, M. Raúl Echeberria, directeur exécutif de l'ALAI, dont l'institution préside le groupe ABD sur l'économie numérique, a souligné la convergence entre les recommandations du groupe et les mandats adoptés à Los Angeles, et a réitéré l'engagement du groupe de travail à travailler sur une base permanente, avec l'organisation d'événements tout au long de l'année sur la base des recommandations formulées, tout en invitant les gouvernements à y participer. Il a évoqué la nécessité de mettre en place des modèles de développement inclusifs dans la région, en mettant l'accent sur la connectivité numérique, le développement des MPME, l'inclusion financière numérique et le commerce numérique transfrontalier.

M. Kevin O'Reilly a remercié les représentants de la société civile et les acteurs sociaux, et a réitéré que leur vision et leurs recommandations continueraient à informer la mise en œuvre des engagements pris.

### **Commentaires des délégations**

L'ambassadeur Josué Fiallo, Représentant permanent de la République dominicaine près l'OEA et coordinateur national adjoint des Sommets pour ce pays, a remercié la société civile et les acteurs sociaux pour leurs interventions et pour le travail accompli au cours de la phase préparatoire. Il a également remercié les délégations d'avoir accepté que son pays accueille le prochain Sommet et a réitéré l'engagement de mettre en œuvre les mandats adoptés, annonçant qu'il avait convoqué les institutions publiques pour prendre connaissance des progrès réalisés dans la mise en œuvre des mandats ; il a dénombré certaines des politiques mises en œuvre.

Le coordinateur national des Sommets pour le Canada, l'Ambassadeur Jason Tolland, a félicité le Département d'État et le Secrétariat aux questions continentales de l'OEA pour leurs efforts visant à intégrer la société civile dans le dialogue et a remercié les représentants pour leurs commentaires.

## **2. Présentation du Sommet des villes par le Président du GRIC**

Le Président de la réunion a rappelé aux délégations que le Secrétaire d'État des États-Unis avait annoncé que la ville de Denver accueillerait le Sommet des villes, qui se tiendrait la semaine du 24 avril 2023, sur le thème « Défis mondiaux, solutions locales ». Il a expliqué qu'il était prévu de réunir les dirigeants locaux avec leurs homologues de la région, ainsi qu'avec le secteur privé et la société civile.

Il a indiqué que cet événement représentait une occasion d'assurer une mise en œuvre significative au niveau communautaire des questions abordées à Los Angeles, en mettant l'accent sur la santé, la crise climatique, la fracture numérique, la gouvernance et la crise migratoire. Il a ajouté

que des organisations internationales, des groupes de la société civile et des groupes de réflexion organiseraient des sessions parallèles.

M. Kevin O'Reilly a précisé que le programme débiterait le 26 avril par une cérémonie d'ouverture, suivie de deux séances plénières et d'une séance de clôture le 28. Il a également précisé que l'ordre du jour comprenait des séances à huis clos pour les maires et des tables rondes pour les parties prenantes.

D'autre part, il a expliqué que l'on ne s'attendait pas à une forte participation des gouvernements nationaux aux discussions en plénière, car celles-ci visaient à créer des possibilités d'échange pour les dirigeants locaux. Il a également annoncé que Denver inviterait les coordinateurs nationaux pour les Sommets à participer à l'événement.

### **Commentaires des délégations**

L'Ambassadeur Hugh Adsett, Représentant permanent du Canada près l'OEA, a souligné la nécessité de promouvoir la participation des dirigeants locaux pour atteindre les objectifs fixés lors du neuvième Sommet et a salué la connectivité démocratique que de nombreux dirigeants locaux entretiennent avec leurs communautés.

De même, M<sup>me</sup> Ana Gabriela Vásquez Rivasplata, Représentante suppléante à la mission permanente du Pérou près l'OEA, s'est félicitée de la volonté du Président et du Secrétariat aux Sommets d'inclure la société civile et les acteurs sociaux dans le processus des Sommets, ainsi que des efforts déployés pour transposer les engagements des Sommets au niveau local. Elle a demandé si les coordinateurs nationaux seraient invités en tant qu'auditeurs et a demandé quels seraient les organisations et les dirigeants qui participeraient au Sommet des villes.

M. Kevin O'Reilly a déclaré qu'il espérait réunir les grandes et moyennes municipalités. Il a ajouté qu'ils travaillaient avec les ambassades de la région et les organisations de la société civile pour établir une liste provisoire aux fins de diffusion.

La coordinatrice nationale adjointe des Sommets pour la Jamaïque, M<sup>me</sup> Delita McCallum, a déclaré que sa délégation avait informé les autorités compétentes et a ajouté qu'elle attendait des informations supplémentaires concernant le niveau de représentation requis et d'autres détails.

M. Kevin O'Reilly a répondu en ajoutant que les gouvernements des petits pays avaient aussi des responsabilités municipales, mais que l'organisation avait travaillé sur ce point. Il a également annoncé que de plus amples détails seraient communiqués dans les semaines à venir, tout en expliquant que le modèle du neuvième Sommet serait maintenu, les premiers jours étant consacrés à des événements parallèles, suivis des réunions des dirigeants locaux.

### **3. Mise à jour du Président du GRIC sur le calendrier provisoire et les procédures de travail**

Le Président a souligné que les plans de mise en œuvre dépendraient de la nature de chaque engagement et a rappelé que, si le plan d'action pour la santé devait faire l'objet de négociations supplémentaires, d'autres documents énonçaient déjà des mesures concrètes de suivi. Il a annoncé que les groupes techniques *ad hoc* commenceraient à se réunir virtuellement avant la fin du mois de janvier

2023, ajoutant qu'ils avaient l'intention d'utiliser les réunions régionales pour poursuivre les débats sur la mise en œuvre des mandats.

M. Kevin O'Reilly a déclaré que les groupes techniques permettraient aux experts de rendre compte de leurs activités afin de communiquer les bonnes pratiques et de fournir ou de rechercher des conseils, un suivi et/ou une assistance pour faire progresser la mise en œuvre. Il a souligné qu'ils continueraient à se réunir et à rendre compte de leurs activités afin d'informer la première réunion ministérielle du GRIC en 2023, qui devrait se tenir en juin à l'occasion de l'Assemblée générale de l'OEA.

Il a souligné que la coprésidence des groupes se ferait de manière *ad hoc* et a invité les gouvernements intéressés à coprésider les réunions, en collaboration avec le Président, afin d'établir un ordre du jour fondé sur les domaines d'intérêt et les questions essentielles pour la phase de suivi. Avant d'inviter les délégations à s'exprimer, il leur a demandé de notifier au Secrétariat aux Sommets leur intérêt à coprésider une réunion quelconque. Il a mis l'accent sur les réunions, soulignant qu'elles ne visaient pas à répéter la dynamique de la préparation des documents du neuvième Sommet, de sorte que pour le suivi, il y aurait une plus grande souplesse dans la responsabilité des coprésidents, et les délégations pourraient choisir des sujets d'intérêt spécifiques dans les réunions qu'elles souhaitaient présider.

L'Ambassadeur Gustavo Álvarez, coordinateur national adjoint des Sommets pour l'Uruguay, a souligné qu'il comprenait que la présence des experts techniques et des coprésidents serait accréditée pour chaque réunion, sans procédures élaborées et en fonction des intérêts de chaque État. Il a également posé une question sur l'utilisation du formulaire normalisé sur les bonnes pratiques décrit dans les procédures de travail. Le Président a répondu que l'utilisation du formulaire visait à structurer la réception des informations.

L'Ambassadeur Sebastian Kraljevich, coordinateur national adjoint du Chili pour les Sommets et Représentant permanent du Chili près l'OEA, s'est enquis des travaux des groupes techniques dont les thèmes étaient déjà abordés dans d'autres forums. À cet égard, il a demandé comment collecter et systématiser les données et les bonnes pratiques diffusées, comment convoquer les parties et comment impliquer les organes techniques. Sur ce dernier point, il a souligné l'intervention de la Jamaïque lors de la dernière réunion ordinaire du GRIC, où il avait été suggéré de créer des matrices. Il a également posé des questions sur le suivi des documents non négociés dans le cadre du GRIC. Enfin, il a demandé que le calendrier prévoit des délais pour que les États procèdent aux consultations nécessaires.

M. Kevin O'Reilly a annoncé la mise en place, par l'intermédiaire du Secrétariat aux Sommets, d'un site web qui résoudrait les questions de procédure soulevées. En ce qui concerne les initiatives du gouvernement des États-Unis annoncées à Los Angeles et non négociées dans le cadre du GRIC, il a expliqué qu'elles seraient traitées en dehors du processus du GRIC. En particulier, en ce qui concerne la question des migrations et la Déclaration de Los Angeles sur les migrations, il a souligné son caractère central pour le Sommet des villes, et déclaré qu'il s'agissait d'un thème mis en exergue par la grande majorité des municipalités. En ce qui concerne le Partenariat des Amériques pour la prospérité économique, il a souligné que des consultations pertinentes étaient déjà en cours au niveau ministériel.

Le coordinateur national des Sommets pour le Canada a souligné la souplesse inhérente au format de suivi, avec des objectifs différents selon le type de document. En même temps, il a fait

allusion à la possibilité de reprendre la structuration des groupes techniques en 2023, même en considérant leur caractère *ad hoc*, afin d'avoir une idée de leurs objectifs et des obstacles éventuels.

Le Président a souligné qu'il était essentiel de continuer à fournir des informations actualisées tout en travaillant sur le calendrier et qu'il s'efforcera de le faire, et a noté qu'il continuerait de compter sur le Secrétariat aux Sommets pour diffuser les informations.

Gustavo dos Santos Pereira, coordinateur national adjoint des Sommets pour le Brésil, a souligné que les groupes techniques devraient avoir un format flexible pour faciliter le travail des coprésidents. En ce qui concerne les dates, il a demandé de tenir compte du fait que l'hémisphère sud fonctionnait à contre-saison, ce qui rendait difficile la réunion des interlocuteurs. Plus précisément, il a proposé que les réunions commencent en mars afin de donner plus de substance aux groupes *ad hoc* et au document sur la santé. Il a ajouté que le Brésil se trouvait dans une période de transition gouvernementale, ce qui rendait encore plus difficile la collecte d'informations pour de telles réunions. M. Kevin O'Reilly a répondu que son équipe ferait de son mieux pour organiser le Sommet des villes au début de l'année 2023, tout en soulignant que des efforts seraient fournis pour tenir compte des contraintes existantes.

La délégation du Costa Rica a annoncé que des modifications seraient apportées à la coordination nationale de ce pays pour les Sommets, et a approuvé les observations de la délégation du Chili sur la nécessité d'éviter les chevauchements de calendriers ; elle a donc demandé que les missions permanentes près l'OEA reçoivent une copie des communications. Enfin, elle a annoncé qu'elle comptait sur une participation active des maires au Sommet des villes.

M<sup>me</sup> Ana Gabriel Vásquez Rivasplata, de la mission permanente du Pérou près l'OEA, a demandé si l'on avait fixé une date limite pour que les délégations expriment leur intérêt pour la coprésidence d'une réunion et s'il y avait des dates provisoires pour les réunions de janvier et de février.

M. Kevin O'Reilly a évoqué l'impossibilité de fixer des dates car les consultations informelles étaient toujours en cours. Il a souligné qu'ils donneraient la priorité à la touche finale du document sur la santé et qu'ils espéraient disposer d'un document plus abouti à présenter au GRIC en juin 2023. À cette fin, il a expliqué qu'un projet de document serait diffusé en janvier et que les débats préliminaires commenceraient dans le courant du mois. Il a également demandé aux délégations d'exprimer leur intérêt pour la coprésidence des réunions avant la fin du mois de décembre 2022.

Enfin, M<sup>me</sup> Maria Celina Conte, Directrice du Secrétariat aux Sommets, a réitéré qu'elle travaillerait avec le Président et les coprésidents, et qu'elle coordonnerait la participation des entités du GTCC pour chaque groupe technique afin d'assurer un travail efficace, y compris l'atteinte des objectifs et des échéances. En ce qui concerne les commentaires de la délégation de l'Uruguay sur la présentation des bonnes pratiques et l'utilisation du formulaire normalisé, elle a expliqué que le formulaire avait été conçu en tenant compte d'un certain nombre de critères, dont celui d'être reproductible. Elle a également déclaré que, sur la base des informations fournies par les États, le Secrétariat produirait une banque de bonnes pratiques permettant de consulter en ligne les informations soumises, et a indiqué que des travaux étaient en cours sur ce site. Le formulaire de soumission des bonnes pratiques a été publié sous la cote [GRIC/O.7/INF.1/22](#).

#### **4. Considérations finales, autres questions et clôture de la réunion**

L'Ambassadrice Luz Elena Baños Rivas, Représentante permanente du Mexique près l'OEA, a indiqué que sa délégation prenait note des interventions de la société civile et des acteurs sociaux impliqués, et a déclaré que leur inclusion était une garantie pour le suivi adéquat des mandats. Elle s'est également félicitée de l'intervention sur le Sommet des villes et a annoncé que son pays travaillerait de manière proactive. En ce qui concerne le calendrier, elle a fait part du soutien de sa délégation au document et de sa volonté de travailler au sein des groupes techniques.

L'Ambassadeur James Lambert, Secrétaire aux questions continentales de l'OEA, a réitéré la déclaration de María Celina Conte, Directrice du Secrétariat aux Sommets, sur la volonté du Secrétariat de continuer à soutenir le travail de la présidence et des États.

En l'absence d'autres commentaires, le Président a remercié les délégations pour leur participation et le Secrétariat aux Sommets pour son travail sur le processus des Sommets et pour son soutien à la présidence et au GRIC. Il a conclu en réitérant qu'il se réjouissait de continuer à travailler dans les mois à venir avec les personnes présentes pour soutenir la mise en œuvre des engagements ou des mandats adoptés à Los Angeles.

Le 6 décembre 2022 à 12 h 10, le Président a déclaré la réunion close.